

Nouvelles offensives contre l'Amazonie brésilienne

Priscylla Joca, Thaís Mantovanelli et Carolina Piwowarczyk Reis

Numéro 810, septembre–octobre 2020

À la défense de l'Amazonie et de ses peuples

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/93989ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Joca, P., Mantovanelli, T. & Reis, C. P. (2020). Nouvelles offensives contre l'Amazonie brésilienne. *Relations*, (810), 27–28.

NOUVELLES OFFENSIVES CONTRE L'AMAZONIE BRÉSILIENNE

L'arrivée au pouvoir du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro, en 2019, aggrave considérablement la situation de l'Amazonie brésilienne et de ses peuples.

Priscylla Joca, Thaís Mantovanelli et Carolina Piowarczyk Reis¹

Les auteures sont respectivement doctorante en droit à l'Université de Montréal; anthropologue à l'Institut socio-environnemental (ISA) de la ville d'Altamira au Brésil et chercheuse postdoctorale à l'Université fédérale de São Carlos (UFSCar-Brésil); et avocate à l'ISA d'Altamira

La pandémie engendrée par le nouveau coronavirus a déclenché la sonnette d'alarme au Brésil dans un contexte où de nombreuses menaces pèsent déjà sur la région connue sous le nom d'Amazonie légale. Celle-ci s'étend sur neuf États brésiliens et abrite des zones protégées comme les territoires autochtones et les unités de conservation environnementale où habitent diverses communautés traditionnelles (autochtones et riveraines). Au cœur de cette région se trouve le Corridor Xingu de diversité socio-environnementale, lequel regroupe l'ensemble des zones protégées du bassin de la rivière Xingu – un affluent du fleuve Amazone – et qui s'étend sur près de 26 millions d'hectares. Cette région et les peuples autochtones qui l'habitent sont particulièrement vulnérables aux nombreuses dynamiques qui menacent l'Amazonie et qui vont en s'accroissant, encore plus en ces temps de pandémie de COVID-19.

Outre les maladies amenées par les différents fronts de colonisation au cours des siècles et qui ont décimé les peuples autochtones du Brésil, ces derniers sont en effet menacés depuis longtemps par des accapareurs de terres (*posseiros* et *grileiros*), des bûcherons et des prospecteurs illégaux (*garimpeiros*). Or, depuis l'arrivée au pouvoir du président Jair Bolsonaro, en 2019, ces acteurs sont encouragés par les discours du pouvoir exécutif qui promeut des pratiques d'infraction environnementale. On note ainsi une forte augmentation de la déforestation de même que des actes répétés d'invasion de territoires autochtones, d'accaparement de terres, d'exploitation de minéraux et d'extraction illégale de bois. Le 2 mars 2020, des représentants des peuples autochtones d'Amazonie et des organismes non gouvernementaux ont d'ailleurs dénoncé le gouvernement brésilien aux Nations unies pour ces actes. Ces invasions, la déforestation et la dégradation de l'environnement facilitent la transmission de certaines maladies (coronavirus, dengue, paludisme, etc.), ce qui augmente considérablement les risques de contamination des populations locales. C'est d'autant plus le cas que la gestion irresponsable de la pandémie de COVID-19 par le président Bolsonaro contribue à faire du Brésil un des

pays du monde les plus durement frappés par la maladie. Le 2 mai dernier, l'association Hutukara Yanomami de l'État de Roraima lançait ainsi ce cri d'alerte: «des milliers de *garimpeiros* continuent d'envahir notre communauté [...]. En plus de détruire notre terre-forêt et de menacer les membres de nos familles, ils augmentent maintenant le risque de propagation de cette maladie dans toutes les communautés de la terre Yanomami (notre traduction)²».

Le Corridor Xingu

Abritant 21 territoires autochtones et 9 unités de conservation situées entre les États de Pará et du Mato Grosso, le corridor Xingu est l'un des plus grands foyers de biodiversité au monde. Il est toutefois gravement affecté par les invasions de territoires: on y trouve d'ailleurs les cinq territoires autochtones les plus déforestés en Amazonie.

Le Réseau Xingu+ – composé des communautés locales qui constituent l'essentiel du patrimoine culturel, linguistique et écologique de la région –, réalise tous les deux mois un travail de surveillance de la déforestation grâce à un système de radar qui permet d'identifier les zones critiques. Dans son bulletin de janvier-février 2020, on apprend qu'au Pará, 48% de la déforestation a eu lieu dans des zones protégées, conduisant à la disparition de 3207 hectares de forêt. De ce total, 33% des espaces déforestés correspondent à des unités de conservation et 15% à des terres autochtones³. Les chercheurs de l'Institut national de recherches spatiales (INPE), qui utilisent des technologies satellitaires et de radar, estiment pour leur part que la déforestation en Amazonie devrait augmenter de 268% par rapport à 2017 durant le mandat du président Bolsonaro⁴.

En campagne électorale, Bolsonaro avait en effet promis, entre autres, d'affaiblir le système de surveillance environnementale, d'assouplir les procédures de contrôle et les autorisations d'exploitation forestière, d'autoriser les activités minières dans les territoires autochtones et de réduire l'efficacité du ministère de l'Environnement afin de privilégier les secteurs agro-industriel et extractif. Toutes ces propositions, qui menacent gravement l'intégrité des zones protégées, incluant le Corridor Xingu, se concrétisent à présent. On assiste ainsi au démantèlement de la politique de protection environnementale à travers, notamment, l'affaiblissement de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, l'organe fédéral chargé de la protection de l'environnement. De surcroît, en février 2020, le gouvernement a présenté un projet de loi au

Congrès national pour légaliser la production d'électricité, l'exploitation minière et agricole ainsi que d'autres activités économiques, dans les territoires autochtones. Plus récemment, au milieu de la pandémie, une mesure provisoire du gouvernement fédéral autorisant l'accaparement des terres publiques, incluant les terres autochtones, a été incluse dans un projet de loi qui était déjà à l'étude au Congrès, sans qu'un débat public n'ait lieu ni que les peuples autochtones soient consultés. À cela s'ajoute le fait que des industriels et d'autres représentants économiques désireux de pratiquer la déforestation et d'autres activités extractives en Amazonie s'organisent politiquement, profitant de la pandémie pour appuyer les propositions législatives du gouvernement fédéral.

Les grands travaux d'infrastructure qui ont lieu dans le Corridor Xingu, tels que la construction de la centrale hydro-électrique de Belo Monte, entamée en 2011 et qui demeure le plus grand chantier en Amazonie, entraînent aussi de graves conséquences sociales, économiques, culturelles et environnementales⁵. L'une des régions les plus affectées par ce projet est la Volta Grande de la rivière Xingu, formée par trois territoires autochtones et plusieurs communautés riveraines. Dans cette région, la rivière Xingu, qui s'étend sur 100 km, a été détournée pour produire de l'électricité, de sorte que son débit a été réduit de presque 80%. Depuis 2016, l'écosystème de la région a montré plusieurs signes de déclin qui suggèrent l'impossibilité de maintenir les conditions socio-environnementales nécessaires au maintien de la faune, incluant plusieurs espèces de poissons qui constituent la ressource alimentaire de base des communautés autochtones et riveraines.

Comme si cela ne suffisait pas, la région de la Volta Grande est aujourd'hui menacée par un nouveau projet d'exploitation minière proposé par la compagnie canadienne Belo Sun Mining Corp. Ce projet vise l'implantation d'une mine d'or à ciel ouvert qui deviendrait la plus grande du Brésil. La mine serait située à moins de 50 km du barrage principal de la centrale Belo Monte et à 9,5 km du territoire autochtone Paquiçamba du peuple Juruna Yudjá.

Les impacts combinés de Belo Monte et du projet minier affectent d'ores et déjà les peuples autochtones et les communautés riveraines de la région. Outre la sécheresse liée à la réduction du débit de la rivière et les risques de contamination de l'eau associés à la mine, l'espace naturel et les relations écosystémiques de toute la Volta Grande



La « lutte du peuple Tikuna », Bétania, Brésil, septembre 2019. Photo: Marie-Josée Béliveau

sont bouleversés. Les impacts du projet Belo Monte affectent ainsi la transmission intergénérationnelle des savoirs traditionnels liés à la rivière Xingu. Cela pourrait conduire à une disparition de ces connaissances essentielles et même, à terme, au déplacement forcé d'un nombre croissant de familles, incapables de survivre dans la région.

Violences en augmentation

Enfin, les habitants de la Volta Grande opposés au projet d'exploitation minière ont dénoncé les persécutions et les menaces dont ils sont victimes. Mais les acteurs régionaux, qui considèrent ce projet comme la seule avenue de développement économique pour la région, les accusent d'être responsables des nombreux délais dans son exécution.

Dans ce contexte, les violences de tout ordre à l'encontre des peuples autochtones ont augmenté. Selon la Commission pastorale de

la terre, 2019 peut être considérée comme l'année la plus violente à cet égard depuis 2014, une augmentation qu'elle estime en bonne partie attribuable au discours du président Bolsonaro. L'Amazonie a ainsi été le lieu où ont été enregistrés le plus grand nombre de conflits et de violences envers les peuples autochtones au Brésil en 2019.

Les menaces qui pèsent sur les peuples autochtones dans la Volta Grande sont donc un exemple tristement éloquent de celles qui pèsent sur tous les autres peuples autochtones de l'Amazonie et, de manière interdépendante, sur la forêt, les rivières, la biodiversité et toutes les espèces et formes de vie qui partagent le biome amazonien. Car, comme Bel Juruna (du peuple Juruna Yudjá) l'exprime si clairement: «La rivière Xingu n'est pas la rivière Xingu sans le peuple Juruna et les Juruna ne sont pas Juruna sans la rivière Xingu. Ils ont volé notre rivière, alors ils ont volé notre vie⁶» (traduction libre). ©

1. Avec la collaboration de Cécile Petitgand.

2. Associação Hutukara Yanomami, «Nota pública sobre os casos de COVID entre os Yanomami», 2 mai 2020, traduction libre.

3. Rede Xingu +, «Deforestation report for the Xingu basin no. 17», SIRAD-X, janvier-février 2020 [en ligne].

4. Aline C. Soterroni et al., «Fate of the Amazon is on the ballot in Brazil's presidential election (commentary)», Mongabay, 17 octobre 2018 [en ligne].

5. Voir Rosalvo Salgueiro, «Faire barrage à Belo Monte», *Relations*, n° 744, novembre 2010.

6. Entretien avec Bel Juruna réalisé par Eliane Fernandes, le 11 juillet 2018. En ligne sur YouTube.